



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Filières externes de gestion des sédiments de dragage
de la Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire
aval (DTBS)
2025-2029**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Service gestion de la voie d'eau
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat en lots et en tranches	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Intervenants et forme des notifications	6
2 - Pièces constitutives du marché	7
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
4 - Protection des données à caractère personnel	8
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 - Durée du contrat et délai global d'exécution des prestations	9
5.2 - Interventions urgentes	9
6 - Préparation, coordination et exécution des prestations	10
6.1 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	10
7 - Contrôles et réceptions des travaux	11
7.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	11
7.2 - Réception des déchets	11
7.3 - Documents fournis après exécution	11
7.4 - Délai de garantie.....	11
8 - Prix et règlement des comptes	11
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
8.2 - Modalités de calcul des décomptes et acomptes.....	12
8.3 - Modalités de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités - Intérêts moratoires.....	12
8.4 - Modalités de révision des prix et indice	13
9 - Garanties Financières	14
10 - Avance.....	14
11 - Pénalités	15
11.1 - Pénalités pour retard d'exécution.....	15
11.2 - Pénalités pour travail dissimulé	15
11.3 - Pénalités pour non-respect de la clause des intervenants étrangers et travailleurs étrangers	15
11.4 - Pénalités pour conflit d'intérêt et de confidentialité	16
11.5 - Pénalités relatives en matière de sécurité des travailleurs.....	16
11.6 - Pénalités durant l'exécution des prestations.....	16
11.7 - Pénalités en cas de non-respect des clauses sociales	16
11.8 - Documents fournis après exécution.....	16
11.8 - Documents nécessaires à l'exécution du marché	16
11.9 - Entrave à la navigation	16
11.10 - Autres pénalités	16
12 - Modalités de règlement des comptes.....	16
12.1 - Délai global de paiement.....	16
12.2 - Paiement des cotraitants.....	16
12.3 - Paiement des sous-traitants	17
13 - Conditions d'exécution des prestations.....	17
13.1 - Préparation et coordination des travaux.....	17
13.1.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS) ...	17
13.2 - Mesures d'ordre social.....	17

13.2.1 - Application de la réglementation du travail.....	17
13.2.2 - Action d'insertion par l'emploi.....	17
13.2.3 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	19
13.2.4 Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégalles	20
13.3 - Responsabilité et assurances.....	20
13.3.1 - Responsabilité.....	20
13.3.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	21
13.3.3 - Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	21
13.3.4 - Dispositions communes	21
14 - Développement durable	22
15 - Résiliation du contrat	22
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	22
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
16 - Règlement des litiges et langues	23
17 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La consultation concerne la gestion des matériaux de dragage ou de curage dans des filières externes à VNF, au sein de la Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval (DTBS). Cela comprend 3 lots multi-attributaires pour des opérations de traitement, de valorisation et/ou d'élimination des matériaux extraits.

Les dragages sont réalisés sur l'ensemble des bras et dérivations composant la voie d'eau, navigables ou non, en vue de maintenir ou rétablir le mouillage souhaité pour la navigation ou pour le bon équilibre hydraulique des rivières, y compris tous les ouvrages annexes composant le système alimentaire des canaux de navigation.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les conditions d'exécution des prestations sont fixées dans cet accord-cadre à bons de commande (conformément aux dispositions des articles L 2125-1, R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique), les descriptions des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : périmètre de la Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval (hors Loire aval)

1.2 - Décomposition du contrat en lots et en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Filières de gestion des sédiments non inertes fins
02	Filières de gestion des sédiments non inertes grossiers
03	Filières de gestion des sédiments inertes

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur. Les titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes (description et formule d'application ci-après) :

- Pour chaque site à draguer, le site de gestion des sédiments est choisi en recherchant la solution optimale en termes de coûts de gestion, de coûts de transport, et d'impact environnemental. Les sédiments ne sont pas nécessairement envoyés vers la filière la plus économique seulement pour la gestion (en €/m³), mais vers la filière la plus économique compte-tenu de la localisation et des transports à effectuer.
- De plus, le choix du site de gestion prend en compte l'impact environnemental de l'acheminement des matériaux, à la fois pour le transport fluvial mais aussi l'éventuel transport routier.

- Enfin, afin d'encourager le développement de filières valorisant le matériau extrait, un coefficient bonus « A » est défini dans la formule de choix des sites, dans les conditions suivantes :
 - Si le site propose des travaux en Recherche et Développement, ou une préparation des sédiments à des fins de **Recherche et Développement**, **A = 2**. Le volume maximum annuel qui pourra être envoyé dans ces filières est limité à 3000 m³ / an par site physique.
 - Si le site propose une destination finale dans le **domaine agricole / agronomique** (épandage, restructuration de sol, support de culture, compostage, etc...), **A = 1,6**
 - Si le site propose une destination finale dans le domaine du **génie civil** (technique routière, béton, ciment, etc), **A = 1,3**
 - Si le site propose d'**autres types de filière** (comblement de carrière/ballastière, ISD...), **A = 1**
 - Si le titulaire **enfouit** tout ou partie des sédiments, **A = 0,7**
 - Si le titulaire ne détaille pas suffisamment la destination finale de ses sédiments (ex : « terrain de transit »), **A = 0,7**.

Dans le cas où un site filière proposerait plusieurs types de valorisation différents, amenant à des A différents, il conviendra que le titulaire précise la répartition annuelle des volumes recevables sur son site qu'il compte traiter avec les différentes techniques. Le coefficient A attribué sera défini au prorata de ces volumes.

Dans le cas où le site proposé n'est qu'un site de préparation / transformation / transit, le titulaire doit connaître et préciser les domaines de valorisation qu'il prévoit en lien avec un ou plusieurs tiers, afin d'attribuer le coefficient A, et s'engager sur cette finalité. Il est réputé responsable de la destination finale du sédiment transité par lui.

Ce coefficient A sera introduit dans la formule de choix de l'entreprise filière :

$$\text{Min (i,j)} : \frac{G(i,j)}{A} + 1,25 \cdot \left(1 + \frac{T_{ri}}{80}\right) \cdot d_i \cdot T$$

Avec :

G (i,j) : le coût de gestion (unitaire pour un m³) de la filière i pour le titulaire j du marché, en €/m³ ;

d_i : la distance entre le site de dragage et le site du transbordement / prise en charge du site filière i (en km) ;

T_{ri} : l'éventuelle distance routière entre le quai de déchargement et le site de gestion i (en km)

T : le coût unitaire de transport en €/m³/km pour le lot du marché dragage concerné, l'année concernée.

Les commandes sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le Représentant du Pouvoir adjudicateur ou ses représentants ayant délégation de signature pour signer les bons de commande.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché pour le lot concerné ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des travaux à réaliser et le volume de sédiment à traiter ;
- Les délais d'exécution ;
- Les lieux d'exécution des travaux et la distance du site de dragage ;
- Les montants unitaires et forfaitaires du marché, ainsi que le montant HT et TTC du bon de commande ;
- La carte bathymétrique de la zone à draguer attestant du volume à gérer ;
- Les résultats d'analyses attribuant un lot du marché filières externes selon les caractéristiques des sédiments. Les prélèvements et analyses des sédiments sont effectués en amont des opérations de dragage, via un autre marché ;
- Les éventuelles conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux.

Le titulaire devra accuser réception dans un délai maximal de 3 jours en indiquant la date de réception.

Pour les travaux réputés urgents, en général lors d'évènements majeurs bloquant la navigation, l'entrepreneur s'engage à pouvoir réceptionner des sédiments dragués **sous 5 jours** suivant la réception du bon de commande. L'article 5.4 précise les modalités.

1.5 - Intervenants et forme des notifications

1.5.1 - Désignation du sous-traitant en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R 2193-3 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 14.2 du présent CCAP.

1.5.2 - Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre des opérations de dragage et de gestion comprend :

- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ;

La maîtrise d'œuvre des travaux de dragage est assurée, selon la localisation du site de dragage, par :

Localisation du site de dragage	Maîtrise d'ouvrage assurée par
Sur le grand gabarit :	Le chef du service gestion de la voie d'eau (SGVE) ou son représentant.
Sur la Petite Seine :	Le chef de l'unité territoriale Seine Amont ou son représentant.
Sur le linéaire géré par l'UTI Marne :	Le chef de l'unité territoriale Marne ou son représentant.
Sur le Canal du Nord, l'Aisne et le Canal latéral à l'Oise :	Le chef de l'unité territoriale Seine Nord ou son représentant.
Sur le linéaire géré par l'UTI CPCA :	Le chef de l'unité territoriale Canaux de Picardie et de Champagne-Ardenne ou son représentant.

1.5.3 - Maîtrise d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, la représentation du pouvoir adjudicateur, sous réserve de changement ultérieur, a les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG),
- Réception de la lettre recommandée du titulaire pour les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 12-3.2 du CCAG),
- Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 25 du CCAG),
- Réception de la demande de paiement (article 10.7 du CCAG),
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 10.8 du CCAG),
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement,
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire,
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 23 et 24 du CCAG),

La maîtrise d'ouvrage est assurée, selon la localisation du site de dragage, par :

Localisation du site de dragage	Maîtrise d'ouvrage assurée par
Sur le grand gabarit :	Le chef du service gestion de la voie d'eau (SGVE) ou son représentant.
Sur la Petite Seine :	Le chef de l'unité territoriale Seine Amont ou son représentant.
Sur le linéaire géré par l'UTI Marne :	Le chef de l'unité territoriale Marne ou son représentant.
Sur le Canal du Nord, l'Aisne et le Canal latéral à l'Oise :	Le chef de l'unité territoriale Seine Nord ou son représentant.
Sur le linéaire géré par l'UTI CPCA :	Le chef de l'unité territoriale Canaux de Picardie et de Champagne-Ardenne ou son représentant.

1.5.4 - Notification

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.1 du CCAG FCS. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accuser de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accuser de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) Plateforme de dématérialisation :

En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique. Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Les articles b et c dérogent à l'article 3.2.1 du CCAG FCS.

2 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le bordereau des prix ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le mémoire technique de l'entreprise ;
- Le Schéma d'Organisation de Suivi et d'Élimination des Déchets (SOSED) le cas échéant ;
- Le Plan de Prévention et de Sécurité de l'entreprise extérieure et ses mises à jour ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché.

B - Pièces générales

- Le CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et prestations de services - version 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- La circulaire technique de VNF « Dragages et gestion des sédiments », mise à jour en 2017.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché.

Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF. Une attestation sur l'honneur devra être fournie chaque année ou sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt notamment par rapport aux entreprises titulaires des accords-cadres de dragage. En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à l'interrompre et précisera les mesures prises pour le faire cesser au représentant du pouvoir adjudicateur.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat et délai global d'exécution des prestations

La durée de l'accord-cadre initial est fixée à 1 an, à compter du 1er décembre 2025 et au plus tard à la date de notification du contrat si celle-ci est ultérieure.

L'accord-cadre est reconductible selon la périodicité suivante :

Période	Durée
Période ferme	12 mois
Reconduction n° 1	12 mois
Reconduction n° 2	12 mois
Reconduction n° 3	12 mois

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois et débute à compter du lendemain de l'expiration de la période précédente.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, si le montant maximum fixé à l'article 5 de l'acte d'engagement est atteint avant le terme annuel de la durée du marché, celui-ci sera reconduit de manière anticipée par reconduction expresse signée par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et notifiée au titulaire du marché. Le délai de reconduction court à compter de la réception de la décision du RPA par le titulaire.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à l'expiration de cette durée. La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée du marché majorée de 4 mois.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Interventions urgentes

Les interventions urgentes seront commandées par simple mail ou appel par l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP.

Pour les travaux urgents, en général lors d'événements majeurs bloquant la navigation (crues, autre), VNF contacte par téléphone l'une des personnes identifiées à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Cet appel peut intervenir n'importe quel jour de la semaine y compris non ouvré tel que les dimanches et les jours fériés.

Cet appel est suivi d'un courriel envoyé au titulaire confirmant la commande. Le titulaire aura un délai de 5 jours pour réceptionner les sédiments dragués. Ce délai commence à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2 du CCAG FCS. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accuser de réception dans un délai qui ne devra pas dépasser 3 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans ce délai, une copie du courriel lui sera adressée à nouveau et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date / heure d'envoi figurant sur le courriel du représentant du pouvoir adjudicateur. Un bon de commande reprenant la date de la commande ainsi que le délai d'exécution sera notifié dans les plus brefs délais au titulaire avant l'expiration du délai d'exécution.

Le nombre d'interventions urgentes est en général inférieur à 10 par an. Toutefois, ce chiffre est donné à titre indicatif uniquement, et non contractuel.

6 - Préparation, coordination et exécution des prestations

6.1 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

6.1.1 - Lieux de dépôt

Si le déchargement sur un quai public est prévu, un protocole de chargement/déchargement sera rédigé par l'entreprise et validé par le maître d'œuvre de l'opération.

6.1.2 - Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

6.1.3 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

6.1.4 - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Si nécessaire, la signalisation des déchargements dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée en totalité par l'entreprise.

Le maintien de cette signalisation au droit des travaux est à la charge de l'entreprise.

Elle doit être conforme aux règlements en vigueur et en particulier, vis-à-vis du règlement général de police de la navigation.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation mise en place devra permettre de fermer les accès au chantier.

6.1.5 - Dégradations causées aux voies publiques

Le titulaire est responsable des dégradations qu'il pourrait causer aux ouvrages de navigation ainsi qu'à tous les ouvrages annexes tels que ponts, appontements, chemins de service ou de halage. En cas de dégradations, il assumera à ses frais les remises en état.

6.1.6 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

L'exécution des travaux ne doit provoquer aucune gêne aux usagers de la voie d'eau.

Les chemins de halage ne doivent pas être encombrés et doivent rester libre d'accès et de circulation piétonne et automobile, dans la mesure où il n'est pas prévu de les fermer au démarrage du chantier.

La signalisation mise en place devra permettre de fermer les accès au chantier.

7 - Contrôles et réceptions des travaux

7.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

7.1.1 - Essais et contrôles internes

Les essais et contrôles internes au sein des sites de gestion sont réalisés dans le respect de la réglementation applicable à l'installation.

7.1.2 - Vérification des sédiments

Voies Navigables de France effectue des prélèvements et des analyses sur chacun des sites dragués ou curés, afin de définir le lot applicable. Les résultats d'analyses seront annexés aux bons de commande.

7.2 - Réception des déchets

Dans un délai de 15 jours à compter de la prise en charge de la dernière barge, le titulaire fournira un récépissé de déchets précisant les volumes/tonnages reçus et la traçabilité des déchets gérés.

7.3 - Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, 30 jours après la dernière réception, un bilan de chantier et l'ensemble des justificatifs selon la législation déchets en vigueur (bordereau de suivi, traçabilité, etc.) conformément aux dispositions du 4.6 du CCTP.

Les bons de commande précisent le cas échéant les autres documents à fournir après exécution ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage tous les documents sous la forme de fichiers informatiques.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad version 14, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office version 2010 ou plus, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

7.4 - Délai de garantie

Les stipulations du CCAG FCS sont applicables.

8 - Prix et règlement des comptes

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de différents chantiers ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOSED ;

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Le bordereau des prix prévoit 10 (lots 1-2) ou 15 (lot 3) prix maximum par titulaire. Pour chaque lot, les entreprises peuvent donc proposer jusqu'à 10 ou 15 sites de gestion.

En revanche, un site de gestion peut être concerné par plusieurs prix proposés. **Il est donc nécessaire que le titulaire précise les conditions d'acceptation des sédiments (caractéristiques physico-chimiques, granulométrie, etc) pour chacun des prix proposés.**

A défaut, les sédiments seront envoyés en utilisant le prix le plus bas du site.

En revanche, les seuils définis par le titulaire pour l'acceptabilité du sédiment sur son ou ses sites devront concerner des paramètres qui sont déjà analysés par VNF dans le cadre des analyses pré-dragage. Si d'autres paramètres doivent être pris en compte et contrôlés, le site ne sera pas utilisé.

Tout prix nouveau fait l'objet d'une modification du marché.

8.2 - Modalités de calcul des décomptes et acomptes

Les modalités de règlement du marché sont conformes à l'article 11 du CCAG. La périodicité des règlements sera à l'achèvement de chaque commande, et suivant les dispositions de l'article 11 du CCAG.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le RPA.

Si le marché est passé avec des prestataires groupés conjoints, le décompte, la facture ou le mémoire indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

8.3 - Modalités de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Facturation sous forme électronique

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs à compter du 1er janvier 2020.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'établissement : 130 017 791 00034
- Le code du service exécutant de la dépense : SIEGE
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du bon de commande
- Le nom du service représentant le pouvoir adjudicateur : SGVE.

8.4 - Modalités de révision des prix et indice

8.4.1 - Révision de prix et mois d'établissement des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont révisables par application de la formule ci-dessous.

Par dérogation à l'article 10.1.2 CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé " mois zéro " (mois de la date limite de remise des offres) indiqué en page de garde de l'acte d'engagement selon les dispositions suivantes

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet de l'ensemble des lots est : CPF 38.21 - Traitement et élimination des déchets non dangereux. Il est publié sur le site internet de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534789>

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_n - 6}{I_0 - 6}$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index ($I_n - 6$) : valeur de l'index de référence au mois n , moins six mois.
- Index ($I_0 - 6$) : valeur de l'index de référence au mois zéro, moins six mois.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations, c'est-à-dire le mois de réception des sédiments (de la première barge) sur le site de gestion. Le mois zéro est le mois défini à l'acte d'engagement. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG FCS, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

8.4.2 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA :

- le titulaire du marché devra s'acquitter de la TVA de ses sous-traitants dans les conditions de l'article 283, 2 nonies du Code Général des Impôts ;
- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué conformément aux articles R 2193-10 à R 2193- 16 du CCP.

8.4.3 - Augmentation du montant de la prestation

Le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un bon de commande rectificatif signé par le RPA. En conséquence ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre le cas échéant.

Une variabilité des volumes commandés de 10% est signalée. Le soumissionnaire tiendra compte de cette variabilité dans son offre de prix. Il ne pourra demander de paiements supplémentaires pour un volume de prestations excédentaire dans cette fourchette de 10%.

Cela signifie que si le volume réceptionné par la filière est supérieur au volume inscrit sur le bon de commande (jusqu'à 10% de volume supplémentaire), alors le volume facturé demeurera identique au volume inscrit sur le bon de commande.

9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire de l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le délai d'exécution des bons de commande étant de 3 mois maximum, le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant des bons de commande concernés, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des bons de commande concernés atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des bons de commande individualisées par membre, et le montant de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités ne peuvent faire l'objet d'exonération.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,0 % du bon de commande.

Le retard d'exécution concerne le cadencement de prise en charge des sédiments par l'entreprise filière, en interface avec l'entreprise de dragage. **La cadence maximale de prise en charge demandée pour le présent marché est la même que celle fixée au marché dragage, soit 400 m³/jour.**

En d'autres termes, le titulaire doit prévoir les moyens pour prendre en charge jusqu'à 400 m³ de sédiments par jour.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect de cette cadence, ayant une incidence financière pour le maître d'ouvrage vis-à-vis du marché dragage, et après constat du maître d'œuvre, une pénalité journalière est encourue par l'entreprise titulaire.

Cette pénalité s'élève à **5000 €/jour calendaire**, et sera appliquée sans qu'une mise en demeure préalable n'ait été nécessaire.

11.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

11.3 - Pénalités pour non-respect de la clause des intervenants étrangers et travailleurs étrangers

A défaut d'affichage, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 1000 € sur simple constat (et sans mise en demeure préalable). Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.

11.4 - Pénalités pour conflit d'intérêt et de confidentialité

En cas de non remise de l'attestation sur l'honneur afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €.

11.5 - Pénalités relatives en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions du présent marché, une pénalité journalière de 500 € est appliquée, après constatation par le chef de l'UTI Marne ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

11.6 - Pénalités durant l'exécution des prestations

Pénalité pour non-respect des règles de sécurité et de protection de la santé : 2 000 € par infraction.

Pénalité pour intervention d'un sous-traitant non déclaré : 1 000 € par jour et par sous-traitant.

11.7 - Pénalités en cas de non-respect des clauses sociales

La simple constatation par le maître d'ouvrage ou son représentant de la non-exécution totale ou partielle des conditions du marché par le titulaire entraînera une pénalité égale au produit de 2 fois le SMIC horaire brut par le nombre d'heures d'insertion non réalisées (valeur à prendre en compte est celle du SMIC horaire en vigueur à la date d'application des pénalités).

11.8 - Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 7-3 du présent CCAP, notamment le bilan de chantier, le titulaire encourt une pénalité hebdomadaire fixée à 1 000 € HT. En cas de retard pour bilan annuel, la pénalité sera de 1000 € HT par semaine à partir de la 2^e relance par le MOA.

11.8 - Documents nécessaires à l'exécution du marché

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

11.9 - Entrave à la navigation

En cas d'entrave à la navigation par le prestataire, la pénalité est fixée à 10.000 €/jour.

11.10 - Autres pénalités

En cas de non-respect des modalités de tri, d'évacuation et de dépôt des déchets ou de non-respect des modalités de valorisation des matériaux prévu dans le SOSED ou des modalités prévues par le Plan de prévention, le titulaire encourt une pénalité journalière de 2 000 € HT par jour d'irrégularité constaté.

12 - Modalités de règlement des comptes

12.1 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.2 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.8 et 11.5 du CCAG-Travaux.

12.3 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

13 - Conditions d'exécution des prestations

13.1 - Préparation et coordination des travaux

13.1.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Les titulaires des différents marchés fourniront chaque année leur PPSPS.

Chaque déchargement de sédiments fera l'objet d'un protocole de déchargement lorsqu'il est effectué sur un quai public.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

13.2 - Mesures d'ordre social

13.2.1 - Application de la réglementation du travail

Les titulaires sont soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Les titulaires doivent être en mesure de justifier pour eux même et leurs sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Ils devront, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de leurs lieux de travail et de ceux de leurs sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

13.2.2 - Action d'insertion par l'emploi

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des articles L2112-2 à 4 et L2312-1 et 2 du Code de la Commande Publique. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage pour l'exécution de cet accord-cadre, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini à l'article 5 de l'Acte d'Engagement.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

La liste des facilitateurs qui se tiennent à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion figure en annexe 1 au présent CCAP (cf. CCAP - Annexe 1 - Clause d'insertion sociale - Liste des facilitateurs).

Engagement du titulaire

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1. Publics visés

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage).
- Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi).
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP).
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans).
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées.
 - Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Etablissement Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)).
 - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée.
 - Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet.
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP).
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

- Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés à l'article ci-dessus.
- Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser par tranche de 10 000€ hors taxes est de 5 heures. La clause d'insertion ne sera mobilisée que lorsque le montant cumulé des bons de commande atteindra un montant de 130 000 euros hors taxes, équivalent à 65 heures d'insertion.

3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI)
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI).
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise.

Dans le cas où le titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

Le titulaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

4. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

5. Maintien du dispositif d'insertion

Si pour diverses raisons (techniques ou budgétaires) indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, les travaux venaient à être retardés ou lors de la suspension de l'exécution des prestations, l'entreprise titulaire s'engage à ne pas rompre, dans la mesure du possible, la démarche d'insertion en affectant les personnes concernées sur d'autres chantiers de son choix, propres au titulaire. Ce dernier devrait en informer le facilitateur.

6. Sortie du dispositif d'insertion

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat de la personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer le facilitateur des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce dans un délai de huit jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

A l'issue de la période d'accueil des salariés en insertion dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à établir un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération. Il apportera son avis sur les possibilités d'évolution professionnelle des personnes concernées.

En fonction de ses possibilités, le titulaire peut envisager de recruter une ou plusieurs de ces personnes, ou les orienter vers un employeur potentiel.

13.2.3 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret des Marchés Publics (DMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....du..... ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

13.2.4 Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG FCS .

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies au CCAP.

13.3 - Responsabilité et assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13.3.1 - Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

13.3.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 1 500 000 € par sinistre.

13.3.3 - Assurances de responsabilité civile de droit commun

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, l'entreprise déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

13.3.4 - Dispositions communes

Par dérogation au chapitre 6 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.).

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

14 - Développement durable

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Ces conditions sont les suivantes :

- Les entreprises exerçant des travaux pour le compte de VNF sont soumises aux obligations des lois et règlements découlant de la politique développement durable de Voies Navigables de France, annexée au CCTP.
 - Au-delà du respect du Code de l'Environnement, l'entreprise devra respecter les dispositions particulières spécifiques à chaque opération, qui lui seront remises à l'appui de chaque bon de commande.
- Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire. Il en est de même pour les sous-traitants

15 - Résiliation du contrat

15.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS en cas de résiliation par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, il ne sera pas prévu le pourcentage d'indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique.

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les titulaires devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 13.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.